Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé de l'environnement

# Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

**Article R. 122-3 du code de l'environnement**

cerfa
**N° 14734*03**

*Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale*

***Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative***

**Cadre réservé à l'autorité environnementale**

| Date de réception : | Dossier complet le : | N° d'enregistrement : |
|---|---|---|
| | | |

## 1. Intitulé du projet

Protection du littoral de Denneville-Plage (50)

## 2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

### 2.1 Personne physique

Nom : Prénom :

### 2.2 Personne morale

| | |
|---|---|
| Dénomination ou raison sociale | Association Syndicale de Denneville-Plage (ASDP) |
| Nom, prénom et qualité de la personne habilitée à représenter la personne morale | M. Denis LEFEBVRE - Président de l'ASDP |
| RCS / SIRET | 814 713 962 00011 — Forme juridique : Association syndicale libre |

***Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1***

## 3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

| N° de catégorie et sous catégorie | Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie *(Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.)* |
|---|---|
| 11. a<br>11. b | 11.a - Travaux de création de nouveaux enrochements le long du front de mer.<br>11.b - Existence d'une protection (enrochement) du front de mer sur un linéaire de 1320 mètres. Travaux de reprise des enrochements existants. |
| IOTA rubrique 4.1.2.0 de l'article L.210-1 du code de l'environnement | Travaux d'aménagement portuaires et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu marin et ayant une incidence directe sur ce milieu : montant < 1,9 M€ = (D). |
| Articles .2124-1 et R.2124-1 à 12 du CGPPP | Concession d'utilisation du DPM. |

## 4. Caractéristiques générales du projet

***Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire***

### 4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Reprise partielle des enrochements existants.
Reprise complète des enrochements existants.
Création de nouveaux enrochements.
Traitement des 9 accès à la plage.
Traitements spécifiques de l'extrémité sud du front de mer protégé.

Note : Suite à l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2019, des travaux urgents sur certains enrochements trop bas et sujets à des franchissements par vagues ont été réalisés. Il s'agissait là de « confortement en crête d'ouvrage », sans toucher à la carapace ni au pied des ouvrages. Ces travaux ont concerné 17 parcelles. De même, deux enrochements ont été repris complètement.
Les travaux ont été réalisés en 2019 et 2020, dans les règles de l'art définies par la société d'ingénierie ISL, et « avant la réalisation de l'ouvrage définitif qui concernera les 1,4 km du littoral de Denneville » (cf. arrêté préfectoral du 7 janvier 2019 joint en annexe n°8 à la présente demande).

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

**4.2 Objectifs du projet**

Actuellement, l'urbanisation de Denneville-Plage fait l'objet d'une protection du front de mer qui s'étend sur un linéaire de 1320 mètres. Cette protection a été mise en œuvre à la parcelle entre la fin des années 50 et les années 2000. Cette protection d'origine individuelle revêt une grande hétérogénéité avec des enrochements, quelques propriétés sans protection et des dispositifs complémentaires tels que des petits blocs ou des protections en bois.

Cette protection vise à préserver 70 parcelles de l'érosion du massif dunaire jusqu'aux habitations, occasionnant un risque de destruction et de la formation d'une brèche aboutissant à l'inondation des terrains en arrière. Un diagnostic complet de ces protections, mené par le bureau d'études ISL Ingénierie en février 2016, identifie des désordres qui sont associés à des érosions de dunes, en particulier au travers des enrochements en l'absence de protection géotextile ou au-dessus de la crête, érosions dues aux paquets de mer passant par-dessus. Dans ce contexte, l'objectif du projet est de proposer une stratégie de défense contre la mer qui réponde aux attentes des riverains en termes de protection des biens, à la problématique liée à la mobilité du trait de côte et aux recommandations et exigences de l'État formulées dans le cadre de la « stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte ».

Le projet a été dimensionné pour faire face au niveau marin extrême avec déferlement de vagues, calculé à l'horizon 2040.

**4.3 Décrivez sommairement le projet**

**4.3.1 dans sa phase travaux**

La reprise partielle des enrochements existants sur 18 parcelles concerne les enrochements qui ont été mis en œuvre sur géotextile. Les travaux comprennent le traitement de la crête de l'ouvrage pour limiter les désordres liés aux franchissements, l'élévation de la crête de l'ouvrage à la cote 9,5 m NGF lorsque nécessaire pour limiter les franchissements et la création d'une butée de pied pour prévenir les affouillements en pied de talus en enrochements.
La reprise complète des enrochements existants sur 52 parcelles concerne les enrochements qui ont été mis en œuvre sans géotextile. Les travaux comprennent la dépose des enrochements existants, le profilage de la dune : fouille en pied, talus à 1,5H/1V ou 2H/1V, fouille en crête, la mise en place d'un géotextile sur l'ensemble du profil, la mise en œuvre de la couche de transition en blocs de 100/200 kg en pied et sur le talus, la mise en œuvre des enrochements en butée de pied, la mise en œuvre des blocs de carapace de 1 à 3 T en 2 couches, jusqu'à la cote de 9,5 m NGF L(ls blocs existant sont réutilisés dans la mesure du possible) et la mise en place de blocs d'enrochements 100/200 kg en crête jusqu'au niveau 9,5 m NGF, en arrière des blocs de carapace.
Le traitement des 2 parcelles actuellement non protégées peut se faire par la création d'un enrochement en continuité des parcelles voisines ou par le confortement par géocomposite enfoui et reconstitution de la dune par-dessus.
Le traitement des 9 accès à la plage pourra de faire au cas par cas par la mise en place de batardeaux, la mise en œuvre de cheminement souple afin de réduire les effets du piétinement et du vent, un rechargement en sable en pente douce.
À l'extrémité sud, l'enrochement tel qu'il était prévu par ISL dans le projet global a déjà été réalisé. En parallèle, le SYMEL a engagé une protection du cordon dunaire en continuité de cet enrochement, protection faite en ganivelle et fil de fer lisse. Cette partie du littoral se retrouve en accrétion, les enrochements ne contrariant pas cette tendance.

**4.3.2 dans sa phase d'exploitation**

Pas de phase d'exploitation au sens strict du terme.
Suivi de la pérennité de l'enrochement.

**4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?**
*La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).*

La protection du littoral de Denneville-Plage occupe, en front de la plupart des parcelles, le domaine public maritime (DPM). Cette occupation requiert une concession d'utilisation de ce DPM telle qu'elle est définie par le code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), et notamment ses articles L.2124-1 et R.2124-1 à 12.

La loi sur l'eau, codifiée aux articles L.210-1 et suivants du code de l'environnement, prévoit un régime d'autorisation ou de déclaration. A la lecture de l'article R.214-1, le projet relève exclusivement du titre IV « Impacts sur le milieu marin » et plus précisément de la rubrique 4.1.2.0. : Travaux d'aménagement portuaires et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu marin et ayant une incidence directe sur ce milieu. L'évaluation financière du projet est de l'ordre de 1,46 à 1,48 millions d'euros. Il est donc soumis à une procédure de déclaration au titre de la loi sur l'eau.

**4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées**

| Grandeurs caractéristiques | Valeur(s) |
|---|---|
| Longueur de la protection du front de mer | 1320 m |
| Poids des blocs d'enrochement | 100/200 kg |
| Côte du sommet de l'enrochement | 9,5 m NGF |

**4.6 Localisation du projet**

**Adresse et commune(s) d'implantation**

Front de mer urbanisé de la commune nouvelle de Port-Bail-sur-Mer sur la commune déléguée de Denneville et parcelle la plus au sud en bord de mer de la commune nouvelle de La Haye (commune déléguée de Saint-Rémy-des-Landes) .

**Coordonnées géographiques**[1] **Long.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _ **Lat.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _

***Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a, 9°a),10°,11°a) et b), 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :***

Point de départ : **Long.** - 1 ° 4 1 ' 5 8 " 6 4 6 **Lat.** 4 9 ° 1 8 ' 3 0 " 4 7 4

Point d'arrivée : **Long.** - 1 ° 4 1 ' 3 0 " 8 4 3 **Lat.** 4 9 ° 1 7 ' 4 9 " 1 7 1

Communes traversées :

Port-Bail-sur-Mer et La Haye

***Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6***

**4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?** **Oui** ☒ **Non** ☐

**4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?** **Oui** ☒ **Non** ☐

**4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?**

Une étude d'impact concernant la protection du littoral de Denneville-Plage (commune de Port-Bail-sur-Mer) a été réalisée en février 2017, mais n'a pas été déposée.
Des extraits de cette étude d'impact sont joints en annexes n°2, 4 et 6 de la présente demande.
L'étude complète est jointe en annexe n°7.

1 Pour l'outre-mer, voir notice explicative

## 5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.
Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Les-donnees-environnementales-.html.
Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.
Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/ ).

| Le projet se situe-t-il : | Oui | Non | Lequel/Laquelle ? |
|---|---|---|---|
| Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ? | ☐ | ☒ | Le projet se situe entre plusieurs ZNIEFF :<br>- en limite sud le la ZNIEFF de type I n°250008422 "Dunes de Varaville" et de la ZNIEFF de type II n°250008417 "Havre et dunes de Portbail";<br>- en limite nord de la ZNIEFF de type I n°250008430 "Dunes de Saint-Rémy-des-Landes" et de la ZNIEFF de type II n°250008429 "Havre et dunes de Surville". |
| En zone de montagne ? | ☐ | ☒ | |
| Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ? | ☐ | ☒ | |
| Sur le territoire d'une commune littorale ? | ☒ | ☐ | Le projet se situe sur la commune déléguée de Denneville, actuellement Port-Bail-sur-Mer et la commune déléguée de Saint-Rémy-des-Landes, actuellement La Haye. |
| Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ? | ☐ | ☒ | |
| Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ? | ☐ | ☒ | |
| Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ? | ☐ | ☒ | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? | ☐ | ☒ | |
| Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?<br>si oui, est-il prescrit ou approuvé ? | ☒ | ☐ | Un plan de prévention des risques littoraux (PPRL) couvre aujourd'hui une partie de la commune de Port-Bail-sur-Mer, mais il ne concerne pas la commune déléguée de Denneville, où se situe le projet.<br>Le PPRL des communes de Barneville-Carteret, Portbail-sur-Mer, Saint-Georges-de-la-Rivière, Saint-Jean-de-la-Rivière et Saint-Lô-d'Ourville a été approuvé par arrêté préfectoral du 22 décembre 2015. |
| Dans un site ou sur des sols pollués ? | ☐ | ☒ | |
| Dans une zone de répartition des eaux ? | ☐ | ☒ | |
| Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle? | ☐ | ☒ | |
| Dans un site inscrit ? | ☐ | ☒ | |
| **Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :** | **Oui** | **Non** | **Lequel et à quelle distance ?** |
| D'un site Natura 2000 ? | ☒ | ☐ | Le projet se situe entre différentes zones de la zone spéciale de conservation (ZSC) n° 2500082 "Littoral ouest du Cotentin de Saint-Germain-sur-Ay au Rozel".<br>Il est en limite nord du secteur qui s'étend de part et d'autre du havre de Surville, et à 830 mètres au sud du secteur centré sur le havre de Portbail. |
| D'un site classé ? | ☐ | ☒ | |

## 6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

**6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?**
Veuillez compléter le tableau suivant :

| Incidences potentielles | | Oui | Non | De quelle nature ? De quelle importance ?<br>*Appréciez sommairement l'impact potentiel* |
|---|---|---|---|---|
| **Ressources** | Engendre-t-il des prélèvements d'eau ?<br>Si oui, dans quel milieu ? | ☐ | ☒ | |
| | Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ? | ☐ | ☒ | |
| | Est-il excédentaire en matériaux ? | ☐ | ☒ | |
| | Est-il déficitaire en matériaux ?<br>Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ? | ☒ | ☐ | Les travaux prévoient pour les enrochements : la mise en place de blocs de 100/200 kg en pied et sur le talus, des enrochements en butée de pied, des blocs de carapace de 1 à 3 T (les blocs existants sont réutilisés dans la mesure du possible), des blocs d'enrochement de 100/200 kg en crête.<br>Il prévoit également un rechargement en sable pour les accès n°4 et 5 et pour le traitement de l'extrémité sud du front de mer protégé. |
| **Milieu naturel** | Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ? | ☒ | ☐ | Lors de la réalisation des travaux, la circulation des engins entraînera un dérangement de la faune sur la période du chantier. Les impacts concernant le dérangement de la faune sont considérés comme faibles.<br>La dépose des blocs actuels entraînera la dégradation ou la destruction de surfaces de 5 habitats d'intérêt communautaire. La dépose des blocs actuels entraînera la destruction de pieds d'élyme des sables - Leymus arenarius - espèce protégée d'intérêt patrimonial.<br>Cf. Mesures proposées (annexe n°7) |
| | Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ? | ☐ | ☒ | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ? | ☐ | ☒ | |
| | Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ? | ☐ | ☒ | Le projet s'inscrit en front de mer, le long d'une zone urbanisée. |
| **Risques** | Est-il concerné par des risques technologiques ? | ☐ | ☒ | |
| | Est-il concerné par des risques naturels ? | ☒ | ☐ | Le projet se situe en zone de sismicité 2 (risque faible). Il se situe sur une zone d'aléa faible au risque retrait/gonflement des argiles. La dynamique du trait de côte montre un cordon dunaire qui tend à se reconstituer au nord, une tendance à la stabilité voire à l'engraissement sur le littoral de Denneville, une tendance érosive au sud. La commune de Port-Bail-sur-Mer est concernée par le risque d'inondation par submersion marine. Le projet se situe quasi exclusivement dans une zone de sensibilité maximale d'inondation par remontée de nappe dans les sédiments. Il est soumis au risque tempête. |
| | Engendre-t-il des risques sanitaires ?<br>Est-il concerné par des risques sanitaires ? | ☐<br>☐ | ☒<br>☒ | |
| **Nuisances** | Engendre-t-il des déplacements/des trafics | ☒ | ☐ | Les impacts temporaires sur la circulation seront associés à la rotation des camions devant amener les blocs rocheux nécessaires à la reprise des enrochements. Cette circulation sera concentrée le long de la route de la Mer (RD 137) jusqu'à la cale d'accès à l'estran. Cette circulation pourra perturber le trafic local, mais ne sera pas effectuée en période estivale. |
| | Est-il source de bruit ?<br>Est-il concerné par des nuisances sonores ? | ☒<br>☐ | ☐<br>☒ | Les impacts temporaires sur les commodités de voisinage sont associés au fonctionnement des engins de chantier (pelleteuses, camions, etc.) : bruit de moteur et de compresseur.<br>Les engins de chantier devront respecter les niveaux de bruit admissibles, imposés par la réglementation en vigueur. Le chantier se déroulera exclusivement en journée et respectera une trêve hebdomadaire. |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Engendre-t-il des odeurs ?<br>Est-il concerné par des nuisances olfactives ? | ☐<br>☐ | ☒<br>☒ | |
| | Engendre-t-il des vibrations ?<br>Est-il concerné par des vibrations ? | ☒<br>☐ | ☐<br>☒ | Les impacts temporaires sur les commodités de voisinage tels que les vibrations sont associés au fonctionnement des engins de chantier (pelleteuses, camions, etc.). |
| | Engendre-t-il des émissions lumineuses?<br>Est-il concerné par des émissions lumineuses ? | ☐<br>☐ | ☒<br>☒ | |
| **Emissions** | Engendre-t-il des rejets dans l'air ? | ☒ | ☐ | Les impacts temporaires sur les commodités de voisinage tels que les poussières ou les gaz brûlés sont associés au fonctionnement des engins de chantier (pelleteuses, camions, etc.).<br>Le projet d'enrochement ne sera source d'aucun rejet atmosphérique une fois installé. |
| | Engendre-t-il des rejets liquides ?<br>Si oui, dans quel milieu ? | ☐ | ☒ | |
| | Engendre-t-il des effluents ? | ☐ | ☒ | |
| | Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ? | ☐ | ☒ | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Patrimoine / Cadre de vie / Population** | Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ? | ☐ | ☒ | |
| | Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol? | ☒ | ☐ | Les impacts sur les propriétés seront associés à la reprise (qu'elle soit partielle ou complète) des enrochements avec une destruction de la frange la plus littorale des terrains s'étendant en front de mer. Cet impact concerne, plus ou moins, une majorité des 58 propriétés privées situées en première ligne le long du littoral. |

**6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?**

**Oui** ☐ **Non** ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

Depuis 2017 et dans un rayon de 10 km autour du projet, il a été trouvé :
- le projet de schéma des structures des exploitations de cultures marines du département de la Manche (avis de l'autorité environnementale du 25 avril 2016). Ce projet concerne l'ensemble du littoral du département, et par conséquent, le site du projet ;
- la demande d'extension et de renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière du "Mont Colquin" sur la commune de Doville (avis de l'autorité environnementale du 15 novembre 2018), à 9,7 km du site du projet ;
- le projet d'aménagement du port départemental de Barneville-Carteret (avis de l'autorité environnementale du 20 décembre 2018), également à 9,7 km du site du projet.

Par rapport au schéma des structures d'exploitations aquacoles, il y a lieu de noter que le projet de l'ASDP se situe en sommet d'estran et est éloigné de toute concession aquacole, qu'il n'aura pas d'effet significatif par rapport à l'hydrodynamisme de cette portion du littoral du Cotentin et par rapport aux mouvements sédimentaires et qu'il n'aura aucune incidence sur l'accès à l'estran (la cale présente à l'extrémité de la route de la Mer (RD 136), utilisée par quelques ostréiculteurs est maintenue en l'état). A contrario, le schéma des structures d'exploitations aquacoles n'a pas d'effet par rapport au projet de restauration de l'enrochement, existant d'ores et déjà.
Les deux autres projet ne sont pas à retenir, du fait de de leur éloignement important, de la situation à l'intérieur des terres pour la carrière du "Mont Colquin", et de l'absence de lien environnemental du port de Barneville-Carteret avec le site du projet.

**6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?**

**Oui** ☐ **Non** ☒ Si oui, décrivez lesquels :

**6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :**

Des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et de suivi par rapport aux milieux physique, biologique et humain sont prévues.
Leurs descriptions, leurs mises en place et leurs coûts sont précisés dans l'étude d'impact jointe à la présente demande, au chapitre VII "Mesures retenues par le maître d'ouvrage", pages 93 à 98.

Concernant le milieu biologique, les mesures de réduction et de compensation concernent :
- la maîtrise de l'emprise du chantier ;
- la transplantation de l'élyme des sables (Leymus arenarius) ;
- la reconstitution des habitats de dunes mobiles.

En outre, une mesure complémentaire concerne la destruction des stations de griffes de sorcières.

## 7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Au regard de la nature du projet et des mesures retenues notamment pour la phase de chantier, le projet porté par l'ASDP ne paraît pas devoir relever d'une évaluation environnementale.
Note importante :
Ce projet a fait l'objet d'une évaluation environnementale mise au point avec le maître d'ouvrage et avec aller-retours (préalables à toute instruction) avec les services de l'État (et notamment la DDTM), finalisée en 2017. Ce document et la démarche qu'elle sous-tend ont permis d'identifier les incidences du projet et les mesures de réduction, de suppression et de compensation que le maître d'ouvrage s'engage à mettre en œuvre.

## 8. Annexes

**8.1 Annexes obligatoires**

| | Objet | |
|---|---|---|
| **1** | Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - **non publié** ; | ☒ |
| **2** | Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ; | ☒ |
| **3** | Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ; | ☒ |
| **4** | Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories *5° a), 6° b) et c), 7°, 9°,10°,11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement* un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ; | ☒ |
| **5** | Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux *5° a), 6° b) et c), 7°, 9°,10°,11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement* : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ; | ☒ |
| **6** | Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets. | ☒ |

**8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire**

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

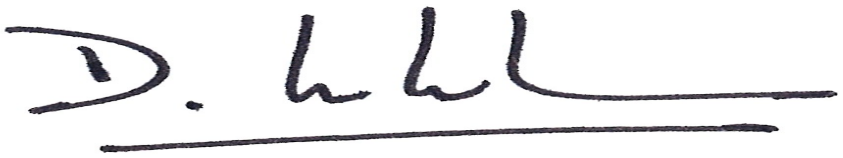
| Objet |
| --- |
| L'étude d'impact concernant la protection du littoral de Denneville-Plage (commune de Port-Bail-sur-Mer) qui a été réalisée en février 2017, mais qui n'a pas été déposée est jointe en annexe n°7 à la présente demande.<br><br>L'arrêté préfectoral du 7 janvier 2019 concernant l'autorisation de réaliser des travaux urgents sur certains enrochements est joint en annexe n°8 à la présente demande. |

## 9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus ☒

Fait à Port-Bail-sur-Mer le, 23 septembre 2022

Signature



Ins